

Archives

Réfugiés : ils fuient les guerres de l'OTAN — entretien avec Jacques Cheminade

lundi 21 septembre 2015

La crise des migrants, ou des réfugiés, comme d'autres l'appellent, pose un énorme défi à l'Union européenne. Pourrait-elle provoquer son implosion ?

Cette crise est un terrible symptôme de l'effondrement de notre système monétaire, financier et culturel international. Pour ma part, je dirais plutôt qu'il y a des réfugiés politiques et des réfugiés économiques. Cette vague de migrants est un grand défi pour l'identité de l'Europe, une Europe qui n'est pas de nature à les accueillir ni à résoudre les causes profondes qui les ont poussés à partir.

Quel est le véritable défi ? D'une part, les Etats-Unis et l'Europe doivent cesser toute participation à des conflits, en Afghanistan, en Libye ou en Syrie, qui y ont rendu les conditions de vie intenable.

D'autre part, il y a ceux qui fuient une situation économique en Afrique, Erythrée ou Ethiopie, qui les empêche de mener une vie humaine normale. Réfugiés politiques et économiques, nous avons créé cette situation par notre action militaire dans les pays du Moyen-Orient et en Afghanistan, et par la situation économique que nous avons laissé se créer dans le monde.

L'immigration est aussi devenue un sujet essentiel pour la présidentielle de 2017, mais se limitant à un débat sur qui est de trop et où. Ainsi posé, ce débat me fait honte, parce qu'il est non seulement réducteur, mais inhumain.

L'Europe a vu augmenter très fortement le nombre de migrants : 1,8 million début 2014, 3,1 millions fin 2014 et, sans doute, 3,5 millions actuellement. Mais il y a des régions du monde où ils sont beaucoup plus. Le Liban, par exemple, est de loin celui qui en accueille la plus forte densité : 232 réfugiés pour 1000 habitants. A la même échelle, la France devrait en accueillir environ 15 millions !

C'est une situation ingérable, et il faut y faire face en changeant les conditions politiques et économiques dans lesquelles elle s'inscrit, c'est-à-dire en changeant l'Europe, le système financier international et la logique autodestructrice qui s'est mise en place dans le monde. Il faut organiser une grande conférence, au plus haut niveau, sur la dette et le développement économique, et une grande conférence sur l'émigration et l'immigration. La France a vocation à faire mettre toutes les cartes sur la table.

On ne peut pas interdire brutalement la circulation des gens, en fermant les frontières avec des barbelés. Comme on l'a vu en Hongrie, ça ne marche pas. Il faut donc une politique économique, une politique d'asile et d'accueil à la mesure de notre développement, de nos moyens et de ce que nous voulons apporter à ces pays. J'avais proposé aux élections présidentielles de 2012 de créer un grand ministère de la Coopération, du co-développement et de l'immigration. Mettons-le en place avec une politique de développement dans ces pays, de sorte que leurs citoyens puissent

demain y rester. Pour ceux qui fuient une situation tragique, créons chez nous une Agence de l'intégration chargée de l'accueil et de l'intégration des arrivants.

La plupart de ces réfugiés fuient le conflit en Syrie. Comment y mettre fin ? Que faire pour arrêter Daech ? François Hollande vient d'annoncer que la France allait commencer des vols de reconnaissance au-dessus la Syrie pour préparer des frappes contre Daech, alors que jusqu'ici, elle n'avait pas voulu intervenir car pour éliminer Daech, il faudrait se coordonner avec Bachar al-Assad. Nicolas Dupont-Aignan a proposé quant à lui d'envoyer des troupes au sol contre Daech. Que dites-vous de ces propositions ?

Il faut d'abord un accord avec la Russie et l'Iran pour pouvoir intervenir ensemble. On ne pourra peut-être pas engager tout de suite une coopération civile, militaire et économique, mais il faut au moins établir de toute urgence une coordination et une entente. Comme l'a dit Jean-Pierre Raffarin, en Syrie on ne peut pas faire du ni-ni, et jouer les Ponce Pilate. Il est évident que Bachar al-Assad est un dictateur, mais il représente le pouvoir en Syrie, et Daech est une abomination.

Comment mettre fin à cette abomination ? Il y a un moyen assez simple auquel on ne pense pas. Daech vit du pétrole qu'il exporte par la Turquie. D'autres pays l'achètent et des banques anglaises et européennes traitent les transactions. Eh bien, comme pour le trafic de drogue, il faut mettre son nez dans les comptes de ces associations et couper ce fil de vie qui leur permet d'exister.

Il faut redonner l'espoir. On voit des pays prendre telle ou telle initiative : certains proposent des actions prudentes avec des bombardements à distance, d'autres proposent des interventions terrestres. Je ne crois pas que des troupes étrangères puissent remporter une victoire durable en Asie ou au Moyen-Orient. Je crois cependant à l'encadrement des gens qui sont là et qui sont prêts à se battre pour leur pays, leur culture et leur lieu d'existence. Il faut leur donner les moyens militaires et la formation nécessaire. On a voulu former une armée syrienne libre, à partir de la Jordanie, mais on s'est aperçu que le pouvoir réel était Al-Nusrah, une émanation d'al-Qaïda, et Daech. Penser qu'on puisse jouer l'un contre l'autre est une absurdité. Il faut agir avec ceux qui sont prêts à s'opposer, qui disposent des moyens institutionnels, en leur envoyant éventuellement des commandos pour les encadrer. Il faut, dans la mesure du possible, mener des bombardements aériens sérieux, coordonnés avec du personnel au sol, comme à Kobané où les Kurdes se battaient au sol.

Peut-on faire la politique que vous proposez tout en restant dans l'OTAN, parce que c'est un secret de polichinelle que Daech a été créé par les Etats-Unis, nourri par la Turquie, par Israël...

Tout est à refaire. L'OTAN, l'UE, l'euro sont devenus des organisations destructrices. Il faut d'autres politiques : pas un repli national, mais une politique où l'on s'écarte de ces institutions et on en propose d'autres. La Russie et la Chine doivent jouer un rôle fondamental dans ce processus, ainsi que l'Iran. Et si l'on s'entendait, très vite on mettrait fin à Daech. C'est en raison de sinistres complicités au sein de la « coalition » actuelle et de l'absence de coordination que Daech a pu proliférer. Si on donne à ces populations un sens que nous défendons réellement une culture de la vie, du développement économique, on pourrait gagner... A condition de couper les sources économiques de Daech.

A voir le débat politique national, il y aurait d'un côté les bons élèves, ceux qui veulent accueillir les réfugiés, et de l'autre, les mauvais, qui sont contre ; on voit maintenant Mme Merkel, qui était récemment encore vouée aux gémonies à cause de l'attitude de M. Schäuble à l'égard des Grecs, devenir l'exemple même de la solidarité, alors que la France fait figure de pays égoïste. Qu'est-ce que ce débat vous inspire ?

Tout cela serait terriblement comique si ce n'était pas tragique. Parce qu'on ne va pas au cœur de la question. Pour cela, il faudrait d'abord entamer immédiatement ce combat contre ces intérêts financiers et cette conception du monde dans laquelle a prospéré la culture de la mort et de fuite devant l'horreur, provoquant ces vagues de migrants. A court terme, il faut prévoir de véritables centres d'accueil. En Europe, le principe de Dublin définit le premier pays d'entrée des migrants comme celui qui en est responsable, qui doit prendre leurs empreintes digitales et les accueillir. Or l'Italie, la Grèce, la Hongrie ne peuvent pas les assumer. Il faut instruire les demandes d'asile dans les pays de transit ou de premier refuge, et nous préparer sérieusement à accueillir ceux qui doivent l'être.

On doit susciter une volonté collective en Europe. Harmoniser les conditions d'asile, les critères sur lesquels on accepte les dossiers, l'octroi des minima sociaux, etc. On doit voir comment on peut, nous autres Français, accueillir ces gens, en faisant un bilan de ce qu'on peut leur offrir.

Ce qu'on voit au contraire, c'est Marine Le Pen promouvoir le rejet, et à l'inverse, Mme Merkel dire qu'il faut accueillir tout le monde – ce qu'on ne peut pas faire non plus : la politique financière ultralibérale que nous avons adoptée ne nous donne pas les moyens de changer les conditions là-bas ni d'accueillir ici. C'est le cœur de la question : changer les fondements du débat. Il faut, plus concrètement, suspendre l'application des accords de Schengen ou en sortir, non pas pour arrêter l'immigration ni ouvrir toutes grandes les frontières, mais pour organiser une politique de l'immigration au sein d'une Europe des patries, et non d'une Europe de replis nationaux.

Vous êtes un défenseur de l'Europe des patries chère à de Gaulle. Ces crises n'ouvrent-elles pas la porte au changement profond de l'Europe que vous souhaitez de longue date ?

Oui, bien sûr. C'est la chance à saisir. L'Europe aujourd'hui est un facteur de destruction. C'est le moment de passer à de nouvelles monnaies qui soient liées au développement économique dans les différents pays, et qui pourront constituer cette nouvelle Europe des patries et des projets à construire. On doit sortir de l'euro, et en faire, avec certains pays, une monnaie commune vis-à-vis de l'extérieur. Il faut négocier sans complaisance avec la Russie, la Chine et les Etats-Unis, établir une coopération pour sortir du système dans lequel on s'est laissé enfermer. Parce que, depuis le découplage entre le dollar et l'or en 1971, le monde n'a plus de repères sinon des spéculations insensées. Les Etats doivent reprendre le contrôle souverain du crédit et de l'émission monétaire, et cette double souveraineté doit se faire en accord avec d'autres Etats pour lancer de grands projets de développement. C'est ce qu'a dit le président Xi Jinping en parlant d'accords gagnant-gagnant, avec la nouvelle Banque asiatique d'investissements dans les infrastructures (BAII) qu'il a ouverte à tout le monde. C'est là l'occasion à saisir.

Propos recueillis par Christine Bierre
